



Communiqué

De presse

Le Ministre délégué aux Transports à Dijon et à Gevrey : malgré les annonces, la casse se poursuit...

Il y a une dizaine d'années était, malgré les oppositions, abandonné le tri à la gravité au triage de Gevrey Chambertin pour être remplacé par un tri à plat. Ce tri à la gravité permettait, par un système de bosse, puis de rails-freins, de former un nombre important de trains fret, ce que le tri à plat ne permet pas.

Or, sans aucune concertation sur ce sujet, SNCF Réseau réduit la capacité du triage en supprimant 30 % de voies de service, en déposant des installations fondamentales.

Alors même que des annonces récentes du Président de la république et du Ministre en charge sur la relance du FRET via des aides spécifiques et une volonté de report modal ont été faites, ce message apparaît incohérent, décalé et suicidaire pour le rail.

Comment, alors que l'aspiration légitime à plus de développement durable se fait dominante dans la société, la SNCF s'inscrirait à rebours en démantelant ses capacités de production de service de wagons isolés ? Nous rappelons que des engagements existaient sur le maintien des installations lors du passage au tri à plat en 2011, dans l'attente de revirements des choix stratégiques et des orientations de l'Etat.

Personne ne comprendrait que cet abandon qui hypothèquerait l'avenir se produise. Chargeurs, financeurs publics, citoyens, cheminots, nous sommes tous concernés et refusons cet état de fait, qui plus est sans aucun dialogue et concertation préalable.

Mais en quoi ces investissements, en quoi l'opération de Com' du Gouvernement et de la direction SNCF relancerait-il le Fret Ferroviaire ? On peut se poser légitimement la question : à quoi serviront les 4,7 Mds€ d'argent public annoncés, à relancer ou à casser ?

Sur la signature de la convention sur les dessertes fines du territoire entre Etat et Région, l'avis du CESER BFC voté à l'unanimité pointait le désengagement de l'Etat dommageable à la politique d'aménagement du territoire en renvoyant aux fonds propres des Régions une problématique qui revêt pourtant un caractère national. La CGT dénonce que cette politique mènera à des choix faits localement par chaque région, selon ses orientations, ses capacités contributives avec des visions de court terme et bornées à la maille et aux compétences de la région.

Et pour faire le lien avec le Fret, l'utilisation annoncée des nouvelles méthodes d'exploitation, notamment sur la ligne Etang-sur-Arroux/Autun ainsi que de travaux vont spécialiser ces infrastructures de manière irréversible si l'objectif de n'y faire circuler du matériel léger est mis en œuvre. Cela les rendant inaccessibles à d'autres matériels ou à des trains FRET alors que le report modal nous est annoncé comme priorité nationale.

La CGT propose donc de remettre le ferroviaire Fret et Voyageurs au centre des préoccupations et des projets. Nous demandons, à l'opposé des bulldozers du Gouvernement et de la direction SNCF, que la capacité de tri à la gravité de Gevrey soit maintenue et même modernisée pour un véritable report modal avec des outils adaptés.

Il s'agit de renverser la vapeur, de connecter les zones industrielles au réseau, de permettre de traiter des wagons isolés qui correspondent aux besoins industriels en les massifiant via l'outil performant que peut être un triage moderne au cœur d'axes ferroviaires européens majeurs et en connexion avec le tissu industriel de Bourgogne Franche Comté ;

Là est la vraie relance, répondant aux enjeux environnementaux, sociétaux et sociaux.

Dijon, le 04 mars 2021

**Contact presse : Secteur Fédéral CGT des Cheminots de DIJON - 03 80 41 78 23 -
Jean Christophe Gossart : 06 17 35 72 67**